



Numéro 2

Novembre 2022

**Sujets de préoccupation pour le corps politique  
touchant à l'économie**

- **L'énoncé économique d'automne: beaucoup de bruit pour rien**  
- *K.C. Adams* -
  - **Discours insignifiant sur la responsabilité fiscale**
  - **La Banque du Canada établit une politique économique et politique antihumaine**
  - **Sur le discours du gouverneur de la Banque du Canada Tiff Macklem au Forum des politiques publiques**

**Rapports**

- **L'insécurité alimentaire au Canada**
- **Les petites entreprises ont du mal à rembourser leurs dettes**
  - **Publication de l'enquête annuelle sur la main-d'oeuvre**

**Opposition à la domination impérialiste américaine de la finance internationale**

- **Une résistance accrue aux efforts pour maintenir l'hégémonie des États-Unis**
- **Le président de la Russie parle de changements tectoniques qui se produisent dans l'ordre mondial**

**Troisième premier ministre britannique en deux mois**

- **La conception de la « stabilité économique et de la confiance » des fonds spéculatifs**

**Élections au Brésil**

- **Le peuple rétablit Lula comme président dans une victoire électorale historique**

**Le XXe Congrès national du Parti communiste chinois**

- **Un congrès réussi à Beijing**
- **Les qualifications des délégués au congrès**
- **Signification du XXe Congrès**

• **La politique d'« un pays, deux systèmes »**

**Sujets de préoccupation pour le corps politique touchant à l'économie**

**L'énoncé économique d'automne:  
beaucoup de bruit pour rien**

- K.C. Adams -



Au nom de l'élite dirigeante du Canada, la représentante du gouvernement de parti cartellisé libéral Chrystia Freeland a présenté un énoncé économique d'automne le 3 novembre. Mme Freeland et une grande partie des médias ont fait quelques tentatives de présenter l'énoncé comme quelque chose d'important, mais en vain car il s'agissait simplement d'une déclaration courante d'énoncé de principe de type « les choses ne vont pas si mal qu'on le croit ». En outre, le gouvernement admet qu'il ne peut pas faire grand-chose car les intérêts privés contrôlent l'économie comme si c'était leur domaine privé et leur fief.

Le rôle des gouvernements et des parties cartellisés a dégénéré. Ils ne considèrent plus le fait de pourvoir au bien public comme un devoir, mais ne pourvoient qu'aux intérêts privés des oligopoles géants, y compris en prenant sans cesse de l'argent du trésor public pour payer les riches d'une manière ou d'une autre. Les vastes forces productives humaines qui ont été créées par les travailleurs échappent à leur contrôle et à celui des dirigeants. Pour les travailleurs, cela signifie la nécessité de mettre de l'avant leur propre projet d'édification nationale, d'harnacher ces vastes forces au profit de l'environnement humain et naturel. Les dirigeants, qui ne peuvent pas contrôler les forces productives humaines, ont recours, dans leur désespoir, à des gouvernements de pouvoirs de police, qui agissent en toute impunité pour réprimer et criminaliser les travailleurs, tout en détruisant les forces productives humaines par des guerres de destruction à l'étranger et par la fermeture et la démolition d'usines, de mines et de moulins au pays.

La porte-parole du parti cartellisé libéral au pouvoir a admis que « le Canada ne peut pas éviter le ralentissement mondial. Pas plus que nous n'aurions pu empêcher la COVID-19 d'atteindre nos côtes une fois qu'elle a commencé à se propager dans le monde ».

Cela montre à quel point les gouvernements sont impuissants à résoudre les problèmes, pris dans la camisole de force de servir les riches et leurs entreprises et de maintenir le statu quo fondé sur la propriété privée de l'économie socialisée. Le système économique impérialiste a besoin d'un renouvellement complet avec une nouvelle direction et un nouvel objectif prosocial, non pas pour servir les intérêts privés mondiaux, mais pour servir le peuple et sa société. Les objectifs politiques des impérialistes et de leur élite sont tout à fait normaux. Les dirigeants sont satisfaits parce que,

comme l'empereur qui se pavane nu tandis que les courtisans font l'éloge de son nouveau costume, ils ont le pouvoir de dire n'importe quoi tout en continuant de payer les riches et de privatiser les programmes sociaux, abandonnant le peuple à son sort.

Leur radotage sert à présenter les arrangements actuels de manière à donner l'impression que quelque chose est envisagé pour faire face à l'insécurité et aux inquiétudes bien réelles que les gens ressentent. Ils laissent entendre qu'en fin de compte, rien de substantiel ne peut ou ne doit être fait parce que l'économie s'arrangera d'elle-même, sans intervention humaine. De plus en plus, les travailleurs voient le bavardage pour ce qu'il est et commencent à prendre l'initiative de défendre leurs droits, leurs intérêts et leurs revendications par des actions avec analyse afin d'ouvrir une voie vers la construction du Nouveau.



La tentative pitoyable du parti cartellisé de donner des assurances que les choses ne seront pas aussi mauvaises que beaucoup le craignent est tombée à plat. Sans grande conviction, Mme Freeland a proposé quelques modifications mineures telles que : « Nous éliminons de façon permanente les intérêts sur les prêts d'études canadiens et les prêts canadiens aux apprentis. » Ce qu'elle ne dit pas, c'est qu'il ne s'agit pas d'une annulation de la dette étudiante et de mesures visant à faire de l'éducation un droit pour tous, mais d'un transfert, des étudiants au gouvernement, des paiements d'intérêts sur la dette étudiante aux prêteurs privés. Il s'agit, en fait, d'une autre escroquerie, un autre stratagème pour payer les riches.

Ce qu'on fait passer pour des investissements dans les programmes sociaux, qu'ils soient nouveaux ou rénovés, sont des mesures destinées à renforcer la capacité des intérêts privés à contrôler l'économie. Cela comprend le versement par le gouvernement d'un complément de salaire aux travailleurs à faible revenu, le versement de subventions au loyer aux propriétaires et le paiement jusqu'à 1 500 \$ de coûts de clôture lors de l'achat d'une maison. Ces mesures ne résolvent aucun problème et ne changent rien de substantiel, et certainement pas la direction antisociale et antipopulaire de l'économie au service des riches.

Mme Freeland a également annoncé de nouveaux programmes qui permettent de verser des milliards de dollars aux entreprises privées pour qu'elles passent à l'« énergie propre » et à l'« hydrogène propre ». Les médias impérialistes affirment que ce programme vise à rattraper le plan du président Biden qui remet des milliards de dollars de fonds verts publics à des intérêts privés. Les médias appellent cela « attirer les investissements des entreprises ».

Elle a ensuite déclaré que le parti cartellisé libéral ira de l'avant avec le Fonds de croissance du Canada (FCC), une institution de 15 milliards de dollars qui vient en aide aux entreprises pour le financement des technologies de réduction des émissions, et que cela va « débloquer les capitaux privés ». Il est clair que les intérêts privés ont « bloqué » la richesse privée que la classe ouvrière a produite et que le gouvernement du parti libéral peut soudoyer les intérêts privés avec des fonds publics pour la « débloquent ».

Le gouvernement déclare : « L'Énoncé économique de l'automne de 2022 présente des détails sur la conception, l'exploitation et la stratégie d'investissement du Fonds de croissance du Canada, qui aidera à attirer des capitaux privés pour investir dans l'édification d'une économie canadienne prospère et durable. »

## La « justification » du Canada pour l'utilisation d'« outils novateurs de financement »

Dans son énoncé économique d'automne, le parti cartellisé libéral au pouvoir donne la « justification » suivante pour faire monter les enchères dans le FCC :

« Le FCC aidera le Canada à suivre le rythme d'une liste croissante de pays ayant recours à des outils novateurs de financement public pour attirer l'important flux de capitaux privés requis afin d'accélérer le déploiement des technologies nécessaires à la décarbonisation et à la croissance de leurs économies. »

« Étant donné que la prospérité économique du Canada repose traditionnellement sur les ressources naturelles et d'autres industries à forte intensité d'émissions, il faudra une transformation importante de la base industrielle pour que le pays atteigne ses objectifs climatiques et assure une prospérité à long terme pour les Canadiennes et les Canadiens. Le Canada doit créer les technologies, les infrastructures et les entreprises nécessaires pour réduire sa dépendance au carbone ; il n'y arrivera pas sans faire croître rapidement et sans maintenir ensuite l'investissement privé dans des activités et des secteurs qui renforcent la position du Canada en tant que chef de file de l'économie à faibles émissions de carbone.

« Aujourd'hui, s'ils sont au courant des possibilités de commercialisation et de déploiement des technologies de réduction des émissions, les entreprises et les investisseurs sont limités par les risques qui sont souvent liés à ces possibilités d'investissement. Le FCC, conçu pour atténuer les risques qui limitent actuellement l'investissement de capital privé, permettra de débloquer les capitaux nationaux et étrangers dont le Canada a besoin.



« Les dispositions sur la sécurité énergétique et la lutte contre les changements climatiques de l'*Inflation Reduction Act* (IRA) récemment adoptée aux États-Unis ont suscité un sentiment d'urgence particulier pour le Canada. L'IRA comprend 369 milliards de dollars américains en nouvelles dépenses pour la lutte contre les changements climatiques et l'énergie, ainsi que pour stimuler de nouveaux secteurs de croissance de l'économie américaine. En outre, pour débloquer davantage l'investissement du secteur privé, l'IRA a multiplié presque par dix l'autorisation pour les prêts et les garanties de prêt du bureau des programmes de prêts (Loan Programs Office ou LPO) du département de l'Énergie des États-Unis, qui passe de 40 milliards à 390 milliards de dollars américains. Cette mesure a considérablement élargi le financement disponible à la fois pour de nouveaux projets novateurs d'énergie propre et pour le réoutillage et la décarbonisation des infrastructures énergétiques existantes.

« L'ampleur des mesures incitatives de l'IRA et l'accroissement des aides financières mobiliseront considérablement les investissements et amélioreront la rentabilité économique des projets américains, ce qui détournera du Canada des capitaux, des talents et des matières premières si des mesures conséquentes ne sont pas prises. En tant qu'instrument susceptible d'attirer des capitaux privés, le FCC constituera un élément important des efforts du Canada pour répondre à l'IRA et demeurer concurrentiel. »

Ce que cela signifie, c'est que le FCC utilisera des fonds publics pour « développer » des entreprises privées et « tirer parti de l'abondance des ressources naturelles du Canada et renforcer les chaînes d'approvisionnement essentielles » pour servir l'économie de guerre des États-Unis.

La déclaration met en évidence certains stratagèmes pour payer les riches :

« À la suite de l'adoption de l'*Inflation Reduction Act* aux États-Unis, il est plus important que jamais de créer un crédit d'impôt concurrentiel pour les technologies propres au Canada.

« L'Énoncé économique de l'automne de 2022 propose d'établir un crédit d'impôt remboursable équivalant à 30 % du coût des investissements dans les technologies suivantes :

« - les systèmes de production d'électricité, y compris l'énergie solaire photovoltaïque, les petits réacteurs nucléaires modulaires, l'énergie solaire concentrée, l'énergie éolienne et l'énergie hydraulique (petite centrale hydroélectrique, courant de rivière, vague et marée) ;

« - les systèmes fixes de stockage de l'électricité exploités sans combustibles fossiles, ce qui comprend entre autres les batteries, les volants d'inertie, les supercondensateurs, le stockage d'énergie magnétique, le stockage d'énergie provenant d'air comprimé, le stockage d'énergie hydroélectrique par pompage et, le stockage d'énergie thermique ;

« - le matériel de chauffage à faibles émissions de carbone, y compris le matériel de chauffage solaire actif, les pompes à air et les pompes géothermiques ;

« - les véhicules industriels zéro émission et le matériel connexe de recharge et de ravitaillement, comme la machinerie lourde électrique ou fonctionnant à l'hydrogène utilisée dans l'exploitation minière ou dans la construction. »

La pratique régressive et inégalitaire qui consiste à distribuer des fonds publics à des entreprises privées est présentée comme favorable aux travailleurs et soucieuse de l'environnement naturel. Elle a pour but d'inciter les riches oligarques à s'installer au Canada. L'énoncé économique dit que « le ministère des Finances procédera également à des consultations sur toute technologie admissible supplémentaire (p. ex., nucléaire à grande échelle et hydroélectrique à grande échelle) » pour « inciter les entreprises à créer de bons emplois, celles qui respectent certaines conditions de travail seront admissibles au crédit maximal de 30 %, tandis que les autres seront admissibles à un crédit de 20 % ».

Le parti cartellisé au pouvoir promet également un autre stratagème pour payer les riches quand il dit : « Le gouvernement donne suite à l'engagement annoncé dans le budget de 2022 d'établir un crédit d'impôt à l'investissement dans la production d'hydrogène propre. [...] Le gouvernement propose d'offrir un crédit d'impôt à l'investissement d'au moins 40 % aux projets de production d'hydrogène propre qui présenteraient un niveau d'intensité carbonique sous le seuil le plus exigeant qui sera établi et qui répondrait à l'ensemble des exigences d'admissibilité. »

Ce qui n'est pas dit dans l'énoncé économique, c'est que le gouvernement continuera la pratique impérialiste d'emprunter de l'argent à des cartels privés pour financer ses déficits budgétaires et le service de sa dette. Les récents déficits ont poussé la dette publique envers les intérêts privés au-delà de 1,2 trillion de dollars. Les frais d'intérêt pour le service de la dette se sont élevés à 24,5 milliards de dollars l'année dernière. Le montant versé dans les poches déjà bien remplies de l'oligarchie privée mondiale pour le service de la dette a augmenté de 52 % au cours des cinq premiers mois de l'année fiscale, parallèlement à la hausse des taux d'intérêt. Cela signifie que les charges annuelles du service de la dette vont immédiatement doubler pour atteindre 49,8 milliards de dollars.

Ces paiements aux riches à partir du trésor public constituent un énorme fardeau pour les

travailleurs, qui seraient mieux servis s'ils demandaient un moratoire sur le service de la dette existante, l'ouverture d'une enquête sur la légitimité de la dette publique existante et la criminalisation de l'emprunt du gouvernement auprès de prêteurs privés.



L'énoncé économique confirme la restructuration continue de l'État en tant que machine à garantir le contrôle de l'économie canadienne par une oligarchie impérialiste mondiale en soutien à la quête d'hégémonie mondiale des États-Unis. La capacité de l'État canadien de mobiliser les fonds publics et de contrôler la classe ouvrière par l'utilisation de ses prérogatives est utilisée pour subordonner le Canada à l'effort frénétique des États-Unis d'échapper à la guerre civile chez eux et d'alimenter leurs préparatifs de guerre qui plongeront le monde dans une dangereuse guerre mondiale.

Les travailleurs donneront à l'énoncé économique de l'automne une réponse appropriée en intensifiant leur lutte pour les droits de toutes et tous, en faisant valoir les revendications qu'ils sont en droit de faire à la société du fait qu'ils sont les producteurs de

toute la richesse dont la société dépend. La demande d'un moratoire sur la dette contractée pour payer les riches et la suspension du paiement de l'intérêt sur cette dette montreraient combien d'argent est disponible pour financer les programmes sociaux et restaurer les systèmes de santé et d'éducation.



---

## Discours insignifiant sur la responsabilité fiscale

Justin Trudeau affirme que le Canada doit demeurer « responsable sur le plan financier » pour faire face aux difficultés alors que les prévisions de récession se font de plus en plus insistantes. La phrase sort de sa bouche sans contexte.

En fait, pour sa classe sociale, la « responsabilité fiscale » signifie réduire les programmes sociaux et l'aide aux personnes dans le besoin et leur dire de se débrouiller par elles-mêmes face à l'inflation des prix, à une récession qui s'annonce difficile et à la perspective inquiétante d'une troisième guerre mondiale qui se profile à l'horizon. Cela signifie des dépenses « ciblées » pour payer les riches pour les emplois promis dans les usines, les mines et autres entreprises mondiales sur lesquelles le peuple n'a aucun contrôle.

Trudeau a nuancé ce qu'il entend par « responsabilité fiscale » en disant : « Nous savons que nous devons aider les gens qui ont besoin d'aide sans mettre en danger notre stabilité fiscale ni contribuer davantage à l'inflation. C'est pourquoi il est essentiel de rester financièrement responsable et mesuré dans notre réponse, car nous devons nous préparer à tout ce qui pourrait arriver dans les semaines et les mois à venir. »

En d'autres termes, aider les gens contribue à l'inflation des prix, donc ne pas aider les gens est bon pour l'économie et tout cela sans savoir « ce qui pourrait arriver dans les semaines et les mois à venir ». Toute cette absurdité vise à couper court à toute discussion sur ce qui se passe avec l'économie et sur les raisons pour lesquelles les êtres humains sont supposés ne pas pouvoir

contrôler leur propre économie et la faire fonctionner à leurs fins.

Pendant ce temps, les médias de masse font état de prévisions catastrophiques pour l'économie. Chantal Hébert écrit dans thestar.com : « Les prévisions de récession se sont intensifiées cette semaine après que le Fonds monétaire international a réduit, le 11 octobre, ses prévisions de croissance mondiale pour 2023.... [Le FMI] a indiqué qu'un tiers de l'économie mondiale se contractera probablement d'ici l'année prochaine.

« Jeudi 20 octobre, M. Carney (ancien gouverneur de la Banque du Canada) a déclaré devant un comité du Sénat que le Canada se dirigeait probablement vers une récession l'année prochaine dans un contexte économique difficile, mais il a soutenu l'appel à la 'discipline budgétaire' du gouvernement libéral dans sa lutte contre l'inflation élevée. »

Voilà maintenant la « discipline fiscale » jetée dans la mêlée, qui serait une caractéristique de la politique de ce même premier ministre qui favorise la « responsabilité fiscale ». Encore une fois, les mots sont prononcés sans contexte, juste des mots sans signification pour créer la confusion et éviter toute analyse et discussion réelle.



Chantal Hébert introduit ensuite d'autres éléments dans la danse : « La vice-première ministre et ministre des Finances Chrystia Freeland a déclaré que le pays allait bientôt faire face à un 'ralentissement économique'. Elle a laissé entendre qu'Ottawa partagerait avec 'une certaine précision' ses projections économiques dans son énoncé économique de l'automne. »

Expliquant les rêveries de Chrystia Freeland, elle poursuit : « La promesse électorale de 2015 du premier ministre de faire des déficits est un engagement qu'il a plus que respecté au cours de ses sept dernières années au pouvoir.

« Mais alors que la ministre des Finances Chrystia Freeland se prépare à faire sa mise à jour fiscale de l'automne, elle a apparemment décidé que la fête était terminée.

« Dans une note adressée à ses collègues du cabinet et obtenue par le Star plus tôt cette semaine, Mme Freeland a énoncé certaines règles de base concernant le financement de nouveaux projets.

« Ceux-ci devront, du moins en partie, être payés à partir des budgets ministériels existants. En d'autres termes, une partie de l'argent nécessaire devra être prélevée sur les réductions de programmes. »

Ainsi, le premier ministre et sa vice-première ministre affirment tous deux, à leur manière alambiquée, qu'en réduisant les programmes, le Canada a la « capacité fiscale » de « responsabilité et de discipline fiscales » pour faire face aux « jours difficiles qui s'annoncent pour l'économie du Canada et pour l'économie de tous nos amis et alliés dans le monde. »

Eh bien, il n'y a rien là de très rassurant. Nos dirigeants disent qu'ils envisagent de s'attaquer aux problèmes de l'économie, même s'ils ne peuvent rien dire de concret, si ce n'est des commentaires désinvoltes sur l'état de l'économie, à savoir que quelque chose de très grave se profile à l'horizon et

que les programmes sociaux sont sur la sellette.

Chantal Hébert conclut : « Trudeau a dit qu'il avait entendu parler des défis auxquels les Canadiens sont actuellement confrontés... 'En tant que gouvernement, nous avons pris l'engagement d'être là pour les Canadiens', a dit le premier ministre. »

Les Canadiens sont-ils censés être réconfortés de savoir que leur chef « a entendu parler des défis » auxquels ils sont confrontés, mais ne peut rien dire de scientifique sur les conditions concrètes de l'économie et la nécessité d'une nouvelle direction ? Ou que sa vice-première ministre leur ressorte la vieille rengaine des restrictions budgétaires et des coupes dans les programmes pour résoudre les problèmes, ce qui, en fait, ne résout rien et ne fait qu'empirer la vie des Canadiens et la situation économique.

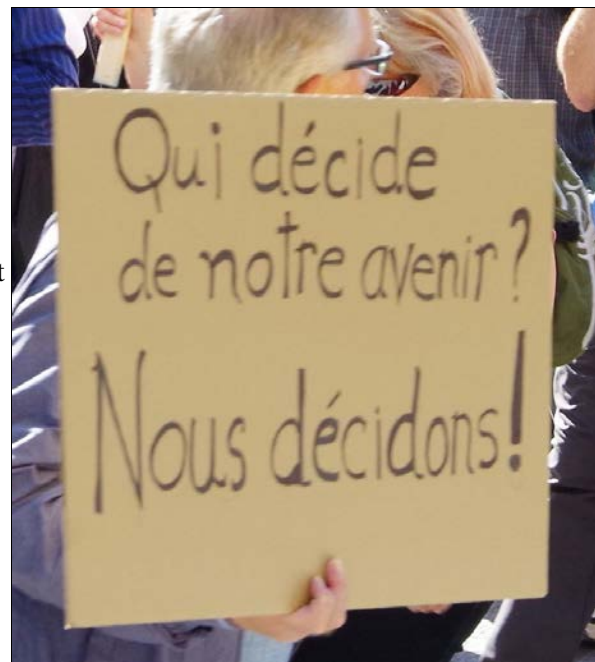
Cela montre quel défi les Canadiens doivent relever : ils doivent réfléchir et analyser eux-mêmes le besoin d'une nouvelle direction de l'économie pour résoudre les problèmes intrinsèques de l'économie, résoudre ses contradictions persistantes et mobiliser toutes les forces vives. Pour commencer : Arrêtez de payer les riches, augmentez les investissements dans les programmes sociaux ! Faisons du Canada une zone de paix et donnons naissance à un nouvel objectif et une nouvelle direction prosociale pour l'économie afin de répondre à nos besoins et humaniser l'environnement social et naturel.



---

## La Banque du Canada établit une politique économique et politique antihumaine

Le gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem, a exposé la direction antihumaine de l'élite dirigeante dans un discours prononcé récemment au Forum des politiques publiques. Sous le titre : « Revenir à des prix stables et à un marché du travail équilibré », Tiff Macklem a réduit la classe ouvrière à des choses sans droits, à manipuler pour le bien de ceux qui contrôlent et possèdent l'économie. Il a déclaré que des mesures sont introduites, par exemple pour décourager les investissements par des taux d'intérêt plus élevés afin que les travailleurs souffrent d'un chômage plus élevé, rivalisent pour le travail disponible et se dissuadent de revendiquer des salaires plus élevés et de meilleures conditions de travail.



Sans preuve, Tiff Macklem a parlé du lien entre l'inflation actuelle des prix et la lutte des travailleurs pour des salaires plus élevés. Il a déclaré que l'inflation des prix est liée à des niveaux d'emploi élevés et que « de ce que fait la Banque du Canada pour refroidir l'économie en surchauffe » et de ramener un « niveau d'emploi durable maximal ».

Il a déclaré que : « La meilleure contribution que la Banque du Canada puisse apporter au bien-être des Canadiens et des Canadiennes est de maintenir des prix bas et stables. C'est parce qu'il existe un lien étroit entre une inflation autour de notre cible de 2 % et ce que les économistes appellent le



'niveau d'emploi durable maximal'. »

Il a ajouté : « Quand le niveau d'emploi durable maximal est dépassé, les entreprises n'arrivent pas à trouver assez de travailleurs pour suivre le rythme de la demande, ce qui fait monter les prix et l'inflation. C'est là où nous en sommes aujourd'hui. La situation de demande excédentaire actuelle signifie que les besoins en main-d'oeuvre au sein de l'économie dépassent l'offre. La Banque a commencé à relever les taux d'intérêt en mars pour refroidir l'économie en surchauffe. »

Selon Tiff Macklem, « la stabilité des prix et un marché du travail sain vont de pair ». Il ne précise pas ouvertement que le prix pour lequel il recherche la stabilité est le prix de la capacité de travail. Il ne dit pas non plus ouvertement qu'un marché du travail sain pour atteindre la stabilité du prix de la capacité de travail nécessite un grand nombre de chômeurs à la recherche d'un emploi et en concurrence les uns avec les autres pour l'emploi disponible. Le « niveau d'emploi durable maximal » impérialiste exige un certain taux de chômage, de sorte que les travailleurs se battent entre eux pour le travail disponible, ce qui réduit effectivement le prix de leur capacité de travail.

Le taux officiel de chômage est de 5,2 % et l'inflation annuelle des prix tourne autour de 6 %. Selon la théorie économique de l'élite dirigeante, le nombre de chômeurs n'est pas assez élevé pour atteindre un marché du travail sain et un équilibre entre l'offre et la demande de ces choses qu'on appelle des travailleurs, ce qui ferait baisser leur prix.

Les propos de Tiff Macklem ont-ils une quelconque valeur scientifique ? Même sa séquence d'événements est hautement suspecte. Avant l'actuelle flambée des prix, l'économie était dans le marasme depuis le début de la pandémie, avec de nombreux travailleurs au chômage ou partiellement employés. Les salaires en général stagnent depuis des années sous la pression de l'offensive antisociale. La tendance actuelle à lutter pour de meilleurs salaires et avantages sociaux est considérée comme une réponse à la récente inflation des prix, à la détérioration des conditions sociales et à la baisse du niveau de vie.

Parlant au nom de l'élite impérialiste dominante en tant que gouverneur de la Banque du Canada, Tiff Macklem déclare que l'économie n'est pas pour ceux qui font le travail et produisent les biens et services dont le peuple et la société ont besoin pour leur existence. Ceux qui sont les producteurs réels ne sont pas considérés comme des êtres humains ayant des droits, mais comme des choses sans droits que ceux qui contrôlent et possèdent les affaires économiques et politiques du pays manipulent pour servir leur but d'exproprier le profit maximum et de maintenir leurs positions de richesse et de privilèges dans le cadre du statu quo.

Les travailleurs qui doivent subir la perte de leur emploi et de leurs revenus à mesure que les investissements se tarissent sont des choses jetables sans droits dans le cadre de la quête des riches pour un « marché du travail sain » et des prix plus bas pour la capacité de travail des travailleurs. Leur rôle dans la vie est de servir ceux qui possèdent et contrôlent l'économie impérialiste et son but de profit maximum, certainement pas le bien-être du peuple et l'humanisation de l'environnement social et naturel.

Le profit est le but de l'économie pour ceux qui la contrôlent, et le profit existe en contradiction avec les salaires. Le but de l'économie impérialiste n'est pas de servir les êtres humains qui constituent la grande majorité de la population et qui font tout le travail de production des biens et services et qui font généralement tout ce que ceux qui contrôlent et possèdent exigent d'eux. Les êtres humains qui font le travail sont rejetés comme des choses sans droits qui sont manipulés au service de l'infime minorité dominante qui aspire au profit maximum et au pouvoir et aux privilèges qu'il apporte.

Tiff Macklem se sent satisfait et suffisant dans sa conception du monde lorsqu'il parle d'équilibrer les êtres humains et leur offre et demande parce que, dans son esprit, ces travailleurs ne sont pas

des êtres humains avec des droits, mais des choses sans droits à manipuler froidement sans compassion ni scrupule. « Refroidir l'économie en surchauffe » et provoquer délibérément une augmentation de l'offre de travailleurs à la recherche d'un emploi et faire baisser les salaires est tout à fait logique du point de vue de Tiff Macklem qui sert ceux qui possèdent et contrôlent l'économie et leur obsession du profit maximum et de puissance.



Mais le monde de la grande production industrielle et d'une classe ouvrière instruite et mature a depuis longtemps dépassé le point de référence de l'élite dirigeante des riches et l'a rendu obsolète. Ceux qui font le travail ne se considèrent pas comme des choses ; ils revendiquent leurs droits du fait qu'ils sont humains. Ce qui leur manque, ce sont des formes économiques et politiques modernes conformes au développement massif des forces humaines et des forces productives.

Les êtres humains qui font le travail ont une conception du monde et un point de référence différents de Tiff Macklem et du reste de l'élite dirigeante. Ils ne se considèrent pas comme des choses sans droits. Ils exigent une nouvelle direction de l'économie qui soit moderne et humaine ; ils cherchent à inventer les nouvelles formes adaptées au stade actuel du développement. Ils organisent et développent leurs forces individuelles et collectives pour affirmer leurs droits dans le présent et créer les conditions pour construire le nouveau où les êtres humains ont le contrôle de toutes les affaires économiques, politiques et sociales qui affectent leur vie.



## Sur le discours du gouverneur de la Banque du Canada Tiff Macklem au Forum des politiques publiques

Tiff Macklem déclare : « Ce que je veux souligner ici, c'est que l'emploi durable maximal va de pair avec le maintien de l'inflation à un niveau près de la cible de 2 %. Si l'emploi se situe bien en dessous du niveau d'emploi durable maximal, [ce qui veut dire dans son langage alambiqué un haut taux de chômage – note de la rédaction du *LML*], il manque des emplois et des revenus dans l'économie, et les dépenses sont inférieures à la capacité de production. Des pressions baissières s'exercent donc sur l'inflation et la font glisser sous la cible. C'est ce qui est arrivé au début de la pandémie. Par contre, si le niveau d'emploi durable maximal est dépassé et se maintient, les entreprises sont incapables de trouver assez d'employés pour suivre le rythme de la demande. Cela entraîne des pressions haussières sur les prix et fait monter l'inflation au-dessus de la cible. C'est là où nous en sommes aujourd'hui. »

Les notions du gouverneur de la Banque du Canada sont de la pseudo science. Le rapport entre le marché du travail, les salaires et l'inflation des prix existe dans le cadre de l'économie impérialiste. En économie, aucun lien direct ne peut être établi entre les taux de chômage et l'inflation des prix. Les deux peuvent être à la baisse ou à la hausse, selon les conditions concrètes, qui englobent différentes caractéristiques économiques et politiques à la fois objectives et subjectives du système impérialiste.

Selon cette théorie, Tiff Macklem laisse entendre que, de façon générale, le marché du travail ne fonctionne pas à son niveau durable maximal mais à un niveau inférieur. Les niveaux inférieurs et

supérieurs invoqués par lui, et les niveaux inférieurs et supérieurs à son niveau durable maximal imaginaire sèment la confusion et sont difficiles à suivre. Il est délibérément obscur parce qu'il veut faire étalage de son intellect supérieur.

Dans son scénario imaginaire, un chômage élevé engendre une inflation peu élevée. En réalité, l'expérience même du Canada contredit sa théorie, en particulier durant la période des années 1970 quand il y a eu stagflation et que l'inflation des prix, le chômage et les taux d'intérêt étaient tous très élevés. Le mot stagflation aurait été consacré par le politicien impérialiste britannique Iain Macleod qui était chancelier de l'Échiquier en 1970. Macleod a inventé le terme pour décrire la situation au Royaume-Uni où l'inflation et le chômage étaient également élevés. Il a dit : « Nous avons maintenant le pire des scénarios – il n'y a plus que l'inflation seulement d'un côté et la stagnation de l'autre, mais les deux ensemble. Nous avons une situation de 'stagflation' ».

La théorie intéressée de Tiff Macklem laisse entendre qu'un marché du travail qui opère en deçà de son niveau durable maximal, accompagné d'un faible taux de chômage, engendra des prix plus élevés. Ainsi, il laisse supposer qu'un chômage à la baisse est à l'avantage des travailleurs, leur permettant d'augmenter leurs salaires, et que cela engendrerait l'inflation des prix. Cette théorie repose sur la notion antiscientifique que les augmentations de salaires engendrent l'inflation des prix. Muni de cette ligne politique, il attaque le mouvement de la classe ouvrière à la défense de ses réclamations et de ses droits.

Son scénario est le suivant : le chômage à la baisse – et avec lui moins de concurrence pour les emplois – égale une pression exercée pour de meilleurs salaires, engendrant ainsi des prix plus élevés. Mais ceci ne reflète pas la relation telle qu'elle existe. Les salaires sont en contradiction avec les profits au sein du même coût de production. Le taux des salaires joue un rôle très mineur dans la hausse ou la baisse des coûts de production. Des salaires à la baisse engendrent des profits à la hausse et vice-versa pour le même coût de production.

Les coûts individuels de production plus élevés que ce qui est réellement fixé sur une base scientifique sont généralement la conséquence d'une manipulation des prix en raison d'un contrôle monopolistique ou l'offre d'un produit social particulier inférieure à la demande.

L'inflation générale des prix peut être le résultat d'une manipulation de l'État du montant d'argent en circulation ainsi que d'autres facteurs. Les grandes banques à charte contrôlent l'offre monétaire et, de connivence avec les gouvernements à tous les niveaux, mettent de la monnaie supplémentaire en circulation en fixant des taux d'intérêt inférieurs, en fixant des budgets pour payer les riches et en stimulant continuellement une économie de guerre contre-productive et destructrice, et en empruntant des créanciers mondiaux par l'entremise de l'État, ce qui engendre des versements d'intérêts non productifs à ces mêmes créanciers.

Tiff Macklem laisse entendre sans preuve à l'appui que l'inflation élevée actuelle au Canada est engendrée par ce qu'il considère un bas niveau de chômage ou un écart de son niveau imaginaire d'« emploi durable maximal ». Il dit en effet que l'économie impérialiste ne peut pas « maintenir » le plein emploi. L'économie ne peut pas assurer un emploi viable pour tout le monde et certains moins fortunés devront payer le prix de cette économie à la dérive. Rappelons que le taux de chômage officiel actuel qu'il décrit comme étant inférieur à « l'emploi durable maximal » est de 5,2 %. Devons-nous conclure que le taux de chômage désirable devrait être de 7 % ou de 8 % ou plus élevé encore ?

Il avoue dans son discours que ses opinions sont purement spéculatives ou intéressées pour l'élite dirigeante. Il débite les balivernes suivantes : « Nous reconnaissons que le niveau d'emploi durable maximal n'est pas directement mesurable et est grandement fixé par des facteurs non-monétaires qui peuvent changer avec le temps. Cela reflète la réalité que le niveau d'emploi durable maximal est davantage un concept qu'un chiffre. En pratique, il est difficile de savoir si nous l'avons atteint et

nous devons spéculer où il en est, et les indicateurs de marché nous l'indiquent clairement seulement lorsqu'il est largement à la baisse ou à la hausse. » Comme charabia, il ne se fait pas mieux !

Les exemples qui permettent de contredire sa théorie frauduleuse voulant qu'un chômage inférieur à son niveau inventé d'emploi durable maximal engendre l'inflation des prix sont nombreux. Le Japon est un bon exemple en ce moment. Le taux de chômage au Japon est près de 2,5 %, de beaucoup inférieur au taux actuel au Canada, soit de 5,2 %, et encore plus bas que le taux « durable » préconisé par le gouverneur de la Banque du Canada.

Tiff Macklem dit que le taux de chômage du Canada est inférieur au niveau d'emploi durable maximal souhaité et que par conséquent il engendre l'inflation des prix. Nous devrions donc conclure que l'inflation des prix au Japon devrait être encore plus élevée que le 6 % du Canada étant donné que le taux de chômage est de beaucoup inférieur à celui du Canada et au niveau d'emploi durable maximal imaginaire de Tiff Macklem. Mais ce n'est pas le cas. En fait, l'inflation des prix du Japon se situe autour du 0 % et n'a pas cessé d'être à la baisse au cours de cette période prolongée de chômage à la baisse, ce qui est le résultat des conditions concrètes au Japon impérialiste.

Pour le peuple, la leçon à tirer du discours du gouverneur de la Banque du Canada est qu'il est nécessaire d'avoir sa propre théorie économique moderne qui est le fruit d'une analyse des conditions concrètes et qui est indépendante des délires intéressés de l'élite dirigeante.



---

## Rapports

# L'insécurité alimentaire au Canada



**Des étudiants de UBC protestent contre l'insécurité alimentaire, le 27 octobre 2022.**

Selon des rapports troublants, la fréquentation des banques alimentaires au Canada a atteint un record historique de près de 1,5 million de visites en mars dernier. Banques alimentaires Canada a publié son rapport annuel le 20 octobre dernier, brosser le portrait d'une insécurité alimentaire sans précédent au XXIe siècle. Le 1,5 million de visites aux banques alimentaires en mars de cette année était supérieur de 15 % au nombre de visites du même mois l'an dernier et de 35 % aux visites de mars 2019.

Plus de 4 750 banques alimentaires et organismes communautaires ont contribué aux détails du rapport. Les commentaires du rapport suggèrent que la montée en flèche du coût de la nourriture et du logement, ainsi que l'inflation générale des prix, la stagnation des revenus des travailleurs et les

faibles taux d'aide sociale contribuent tous à l'augmentation du recours aux banques alimentaires.

Kirstin Beardsley, chef de la direction de Banques alimentaires Canada, a qualifié de « bouleversants » les chiffres de fréquentation rapportés.

« Ce que nous voyons, c'est la combinaison des effets à long terme d'un filet de sécurité sociale brisé, combinés aux effets de l'inflation et des coûts élevés, qui poussent plus de gens à utiliser les banques alimentaires que jamais auparavant dans l'histoire du Canada, a-t-elle déclaré dans une entrevue accordée à la Presse canadienne. Derrière chacun de ces chiffres se cache une personne qui a trop de mal à s'en sortir ».

Kirstin Beardsley a dit que les groupes à revenu fixe comme les personnes âgées et les personnes employées mais à faible revenu comme les

étudiants ont été plus durement touchés parce que leurs chèques de paie ne peuvent pas suivre l'inflation. « Nous avons des gens comme les personnes âgées, qui avaient les moyens de vivre, qui doivent soudainement se tourner vers la banque alimentaire pour la première fois de leur vie parce qu'elles ne peuvent plus joindre les deux bouts, a-t-elle dit. (Certaines personnes) ont un revenu très limité, et donc quand les coûts augmentent, comme nous l'avons vu, vous ne pouvez tout simplement pas étirer le dollar. »

Banques alimentaires Canada a indiqué qu'environ 500 000 visiteurs des banques alimentaires en mars, soit environ un tiers, étaient des enfants, qui représentent environ 20 % de la population totale du pays. La faim chez les enfants est un problème qui peut avoir un impact durable, a dit Kirstin Beardsley.

« C'est l'avenir de notre pays ; ce sont eux qui seront nos futurs dirigeants, scientifiques, artistes, a-t-elle dit. Lorsque vous allez à l'école affamé, vous n'apprenez pas, vous ne vous concentrez pas, vous ne vous préparez pas à réussir. »

Kirstin Beardsley a qualifié le rapport de « sonnette d'alarme » qui devrait déclencher la mise en place de mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire et les problèmes qui y contribuent. Banques alimentaires Canada a souligné que le problème est particulièrement grave dans le Nord du Canada, ce qui indique qu'il faut développer des approches communautaires dans ces régions pour s'attaquer au problème.

Le rapport demande des investissements accrus dans les programmes sociaux et des réformes prosociales, comme la fourniture de logements plus abordables et à loyer subventionné et des changements immédiats à l'assurance-emploi, qui est devenue pratiquement inutile dans la plupart des cas.

*(Avec des informations de la Presse canadienne)*



## Les petites entreprises ont du mal à rembourser leurs dettes

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) rapporte que les petites entreprises ont du mal à rembourser les dettes qu'elles ont accumulées pendant les périodes de confinement de COVID-19. Les récentes augmentations des taux d'intérêt liés aux dettes déjà contractées et nouvelles ne font qu'aggraver le problème. Beaucoup n'ont pas encore remboursé la dette qu'elles ont accumulée pendant la pandémie, alors qu'un nombre important de petites entreprises ont été confrontées à une chute sans précédent de leurs revenus.

Une nouvelle hausse des taux d'intérêt de la Banque du Canada, le 26 octobre, est venue accroître le fardeau de la dette. La banque centrale a augmenté son taux directeur d'un demi-point de pourcentage pour le porter à 3,75 %. La banque n'a cessé de relever le taux d'intérêt cette année, à partir d'un plancher de 0,25 % en mars. Un tiers des propriétaires de petites entreprises canadiennes affirment maintenant que les coûts d'emprunt leur causent des difficultés, comparativement à environ un cinquième des entreprises au début de l'année, selon la FCEI.

Reflétant les problèmes de l'économie, un sondage Léger effectué auprès de plus de 1 000 Canadiens a révélé que 76 % des personnes interrogées prévoient réduire leurs dépenses durant le temps des Fêtes en raison de la hausse des prix des aliments, suivie de près par les inquiétudes concernant d'autres augmentations de prix et les préoccupations économiques générales.



---

## Publication de l'enquête annuelle sur la main-d'oeuvre

L'enquête annuelle sur la main-d'oeuvre de Manufacturiers et Exportateurs du Canada (MEC), publiée récemment, montre que la pénurie de travailleurs nuit à l'économie canadienne. Au cours de la dernière année seulement, MEC affirme que ces pénuries ont entraîné des pertes économiques totalisant près de 13 milliards de dollars, un chiffre calculé à partir des réponses de 563 entreprises manufacturières de 17 industries au Canada.

L'admission qu'une pénurie de travailleurs et des compétences qu'ils apportent à la production entraîne des pertes économiques provient d'une organisation impérialiste de premier plan. Cela contredit l'accusation habituelle selon laquelle la main-d'oeuvre employée n'ajoute pas de valeur et n'est pas la source du profit, mais constitue un coût de production regrettable. Comment MEC peut-il déclarer en toute conscience qu'une pénurie de travailleurs et de leurs compétences coûte des milliards de dollars à l'économie, alors qu'il prétend habituellement que les travailleurs employés représentent un coût pour les entreprises de l'économie ?



MEC déplore spécifiquement le manque de travailleurs qualifiés qui coûte des milliards de dollars à l'économie. La question d'une pénurie de compétences entraînant des milliards de dollars

de perte de production et de valeur fait exploser un autre mythe selon lequel l'éducation représente un coût pour l'économie et la société. Contrairement à la plainte habituelle des impérialistes, l'éducation et les autres programmes sociaux apportent une immense valeur à l'économie et à la société. En fait, les entreprises qui emploient des travailleurs qualifiés sont irresponsables parce qu'elles n'investissent pas directement dans les ressources humaines et matérielles du pays en matière d'éducation et de soins de santé et qu'elles ne paient pas pour la valeur qu'elles reçoivent en travailleurs éduqués et en bonne santé. Il s'agit là d'un sérieux problème.

Sous nos yeux, nous voyons le gouvernement impérialiste de l'Ontario utiliser les pouvoirs de police pour attaquer les travailleurs de l'éducation et refuser de négocier et d'en arriver à une entente qui répond aux demandes de ceux qui forment des travailleurs éduqués et qualifiés. Pourquoi MEC ne saute-t-il pas sur le gouvernement de l'Ontario qui refuse d'assumer sa responsabilité sociale et ses obligations envers la société et le peuple, de répondre aux demandes des travailleurs de l'éducation et d'augmenter les investissements dans l'éducation ?

Si MEC veut légitimer sa plainte de pénurie de compétences, il devrait exiger de ses entreprises membres qu'elles réalisent (paient) directement la valeur de l'éducation qu'elles consomment dans leurs activités et ne pas s'attendre à ce que cela se fasse par le biais de la fiscalité. L'argent devrait être versé directement par les entreprises au système éducatif pour la valeur qu'elles consomment, tout comme elles doivent payer pour tous les autres intrants consommés. Pour être pris au sérieux, MEC et ses membres devraient appuyer vigoureusement une augmentation des investissements non seulement dans l'éducation en tant que droit pour tous, de la naissance à l'âge adulte, mais aussi dans tous les programmes sociaux.

Selon les données du MEC, au cours de l'année écoulée, 62 % des entreprises manufacturières ont perdu ou refusé des contrats et ont dû faire face à des retards de production en raison du manque de travailleurs, ce qui a entraîné une perte de 7,2 milliards de dollars en ventes et en pénalités pour livraison tardive. Dans la même période, 43 % des entreprises ont reporté ou annulé des projets de développement en raison de la pénurie de main-d'oeuvre, ce qui correspond à 5,4 milliards de dollars d'investissements perdus.

« Notre enquête a confirmé ce que nous entendons depuis longtemps de la part des entreprises manufacturières sur le terrain. Les pénuries de main-d'oeuvre et de compétences sont un problème chronique et persistant pour les entreprises manufacturières, et elles continuent de limiter les perspectives de croissance du secteur. Si nous ne trouvons pas les travailleurs dont nous avons besoin, l'économie du Canada en souffrira », a déclaré Dennis Darby, président et chef de la direction du MEC.

### **Faits saillants du sondage du MEC:**

**Pénuries :** Le défi permanent des pénuries de main-d'oeuvre et de compétences continue d'être exacerbé par les retombées de la pandémie. Pour la deuxième année consécutive, plus de 80 % des entreprises manufacturières ont déclaré être confrontées à des pénuries de main-d'oeuvre et de compétences, en forte hausse par rapport à 60 % en 2020 et 39 % en 2016. Les pénuries sont les plus graves dans les emplois liés à la production, et les entreprises manufacturières continuent d'avoir du mal à trouver suffisamment de travailleurs hautement qualifiés pour occuper les postes de métiers spécialisés et d'autres travailleurs pour occuper les postes de main-d'oeuvre générale et d'assemblage. Huit entreprises manufacturières sur dix soulignent que les pénuries de main-d'oeuvre dans des secteurs connexes, comme le transport et la logistique, ont également des répercussions négatives sur leurs activités.

Au lieu de s'identifier lui-même et ses membres comme un facteur négatif important dans le problème du manque de compétences en raison de leur réticence à réaliser la valeur de l'éducation et à changer leurs façons de faire, de la manière la plus irresponsable, banale et ridicule qui soit,

l'économiste en chef du MEC, Alan Arcand, a accusé les jeunes Canadiens d'avoir « un manque d'intérêt pour les emplois manufacturiers ».



## Opposition à la domination impérialiste américaine de la finance internationale

# Une résistance accrue aux efforts pour maintenir l'hégémonie des États-Unis

L'oligarchie financière des États-Unis utilise son contrôle des institutions internationales dans le domaine du commerce et du mouvement de l'argent et du crédit pour imposer des sanctions et des blocus à l'échelle mondiale. Les pays qui cherchent à se libérer de l'hégémonie américaine font face à des obstacles restreignant leur capacité de faire des opérations commerciales ou de s'engager dans d'autres formes de finances et d'affaires internationales.

Par exemple, l'ordonnance extraterritoriale que les États-Unis ont émise interdisant aux banques et à d'autres entreprises de faire affaire avec la Russie a un impact sur tout le monde, puisque, éventuellement, si une entreprise ou un État quelque part au monde veut faire affaire avec des entreprises mondiales, il va entrer en contact avec une institution contrôlée par les États-Unis.

Dans un article intitulé « Les banques d'État turques abandonnent le système de paiement russe », *Bloomberg News* rapporte : « La menace de sanctions par les États-Unis a forcé les créanciers en Turquie d'arrêter de faire affaire avec les cartes [de crédit] russes Mir, a dit un haut fonctionnaire à *Bloomberg*. La décision a été prise après que la Maison-Blanche a avisé les institutions financières qu'elles couraient le risque de sanctions secondaires si elles intervenaient auprès de la Russie sous sanction pour l'aider à contourner les mesures punitives associées à l'Ukraine. »



« Au début du mois, le Bureau de contrôle des avoirs étrangers (OFAC) du trésor américain a annoncé qu'il était prêt à imposer des sanctions à toute institution à l'extérieur de la Russie ayant recours au système de paiement russe.

« Les créanciers turcs ont adopté le système de paiement Mir tôt en août, permettant aux touristes en provenance de Russie de payer leurs achats au pays... Les mesures obligatoires que doivent prendre Halkbank, Ziraat Bank et VakifBank pour arrêter d'utiliser Mir est le plus récent virage de la Turquie face aux sanctions antirusse... Mir a été développé par la Banque centrale de Russie comme alternative domestique à Visa et Mastercard après que la première ronde de sanctions eut été imposée à Moscou en 2014. Depuis l'introduction du nouveau système de paiement, les banques russes ont émis plus de 129 millions de cartes Mir. La semaine dernière, les médias russes ont rapporté que des banques au Kazakhstan et au Vietnam n'acceptaient plus les cartes de paiement Mir pour éviter de subir les conséquences des sanctions secondaires des États-Unis. »

Le Conseil de l'Atlantique, une façade de l'impérialisme américain, écrit sur les mesures financières mondiales visant à soutenir l'hégémonie américaine : « Au cours des six derniers mois, le Groupe des Sept (G7) a optimisé la force combinée du dollar, de l'euro, du pound et du yen pour faire payer un lourd tribut à l'économie russe. Cette stratégie repose essentiellement sur comment le monde



utilise le dollar en tant que devise de réserve internationale et sur le mécanisme de règlement le plus largement préféré dans les frais de change mondiaux. Près de la moitié du commerce mondial est en dollars, ce qui comprend aussi près de 60 % des réserves de change mondiales. »

Le conseil exprime cependant des inquiétudes devant la perte d'efficacité des sanctions, puisque les pays touchés développent des moyens alternatifs de contourner les attaques financières. Il écrit : « La dédollarisation ou le fait de réduire la dépendance d'un pays sur le dollar prend de l'ampleur : de la Russie à la Chine – sans compter les pays non-alignés entre les deux – il existe une crainte à l'effet que la dépendance à outrance sur le dollar accorde aux États-Unis trop d'emprise. »

Le Conseil revoit certaines méthodes développées par l'impérialisme américain pour maintenir son hégémonie et recommande des moyens pour qu'il puisse en conserver l'efficacité. Tout commence par le système privé SWIFT : la Société pour les télécommunications financières interbancaires mondiales, que l'oligarchie financière américaine contrôle d'abord par l'entremise de la Réserve fédérale américaine, elle-même un cartel de banques privées américaines.

SWIFT fournit ce qu'elle qualifie de système de communication sûr, sécuritaire et efficace entre banques pour le mouvement d'argent. Plus de onze mille institutions financières dans plus de deux cent pays et territoires comptent sur SWIFT pour leurs transactions financières.

Si SWIFT s'avère un système de communication sûr, le fond de compensation et de règlement comme tel est géré par une autre institution contrôlée par la réserve fédérale, le « Clearing House Interbank Payments System (CHIPS). CHIPS gère près de 1,8 billions de dollars en transactions par jour.

Le Conseil écrit : « Le système CHIPS a 43 participants directs, qui sont tous des banques américaines ou des banques étrangères ayant des succursales américaines, et onze mille participants indirects, qui sont des banques sans succursales américaines et qui participent au système par l'entremise de leurs comptes avec des participants directs. Par l'entremise de leurs participants, CHIPS couvre plus de 96 % des transactions transfrontalières exprimées en dollars. CHIPS oeuvre parallèlement avec le « Fedwire Funds Service » appartenant à la réserve fédérale pour la compensation et le règlement de transactions. Ensemble, SWIFT, CHIPS et Fedwire englobent à eux seuls la presque totalité des transactions internationales exprimées en dollars. Ces institutions créent un effet de réseautage avec lequel il est presque impossible de rivaliser. »

Toute vantardise mise à part, le Conseil avoue à contrecœur que des rivaux sont en effet à même de défier l'hégémonie financière américaine, y compris ses piliers SWIFT, CHIPS, Fedwire et les géants américains des cartes de crédit. La Russie et la Chine en particulier développent rapidement des alternatives.

Le Conseil écrit : « La Russie a commencé à développer son Système de transfert des messages financiers (STMF) après avoir subi une ronde de sanctions suite à l'annexion de la Crimée en 2014. Il fonctionne comme une alternative à SWIFT pour la transmission d'informations entre quatre cents banques russes domestiques et près de cinquante entités internationales principalement de l'Asie centrale. Nous avons appris récemment l'existence de banques centrales en Inde, en Iran et en Chine qui sont reliées au STMF. »

La Chine a développé son propre Système transfrontalier de paiements interbancaires (STPI) en 2015 comme alternative au système CHIPS. La Banque populaire de Chine en supervise les transactions. Le système a d'abord utilisé l'infrastructure SWIFT en Chine mais a rapidement bâti un réseau indépendant qui comprend près d'un dixième de tous les participants de SWIFT. Selon les rapports dans la presse financière, le volume de transactions du STPI qui utilisent principalement la devise chinoise, le yuan, s'accroît au rythme de 50 % par année.

Le Conseil avoue que l'imposition accrue de sanctions engendre plus de résistance et l'expansion

d'alternatives au dollar américain et à ses mécanismes financiers. Il dit qu'il y a eu croissance des systèmes russe et chinois suite à « l'imposition de sanctions financières plus rigoureuses aux pays qui avaient conçu ces (nouveaux) systèmes. À mesure que les hauts responsables américains renforceront leurs mesures de sanctions, certains pays seront plus motivés à vouloir participer à ces réseaux et à développer ces réseaux de paiements. »

Le Conseil souligne que ce ne sont pas que les « adversaires des États-Unis comme la Russie ou les compétiteurs comme la Chine » qui résistent à l'hégémonie américaine. « Des pays comme l'Inde, l'Indonésie, le Brésil et l'Afrique du Sud explorent tous les possibilités de changer comment ils font leurs paiements transfrontaliers et comment réduire leur dépendance au système SWIFT », selon le Conseil.

## **Les cartes de crédit et de débit**

D'autres pays explorent la possibilité d'avoir leurs propres cartes de crédit et de débit sur le plan international mais font face aux attaques de l'oligarchie financière américaine pour les fermer ou du moins les rendre moins efficaces. Les États-Unis dominent l'industrie des cartes de crédit et de débit. Visa, Mastercard et American Express, qui sont contrôlées par les États-Unis, sont les trois entreprises les plus importantes permettant des paiements transfrontaliers et domestiques. Visa et Mastercard sont utilisées par près de 53 millions de commerçants mondiaux chacune dans plus de deux cents pays, mais les alternatives surgissent rapidement. Le réseau alternatif de paiement chinois nommé UnionPay a été mis en place en 2002. UnionPay compte maintenant 55 millions de commerçants dans 180 pays abonnés à leurs cartes de crédit ou de débit, y compris 37 millions de commerçants à l'extérieur de la Chine.

Le Conseil écrit : « Depuis que Visa et Mastercard ont suspendu leurs services en Russie, UnionPay est apparu comme l'une des seules options pour les transactions transfrontalières des Russes. Une autre de ces options est Mir, le réseau domestique de cartes de la Russie. Mir, qui a été développé en 2014 au moment de la ronde de sanctions contre la Russie, est devenu populaire parce qu'il est utilisé pour les paiements des régimes de retraite et du secteur public au pays et par les Russes vivant à l'étranger. Plus de cent millions de cartes Mir ont été émises, et plusieurs pays, dont la Turquie et l'Iran, ont exprimé de l'intérêt à participer au réseau Mir. En outre, les banques russes font affaires avec UnionPay depuis de nombreuses années et, compte-tenu de la grandeur du réseau de UnionPay, Mir pourrait former un partenariat avec ce dernier pour étendre sa portée pour la commercialisation des cartes ou même pour l'émission conjointe de cartes. »

Les développements techniques dans le secteur financier engendrent aussi des alternatives aux cartes de crédit américaines telles que les portefeuilles et les plateformes qui permettent d'abord les paiements au détail à l'échelle nationale dans la devise locale d'un pays. Les compagnies de technologie financière chinoises sont plus évoluées dans ce domaine, ayant les deux portefeuilles numériques mondiaux les plus populaires, AliPay et WeChat Pay. Chacun a plus d'un milliard d'utilisateurs alors qu'AliPay est utilisé dans près de 110 pays et WeChat dans 50 pays. ApplePay et GooglePay, contrôlés par les États-Unis, ont près de quatre cents millions d'utilisateurs chacun.

Les développements en devises numériques permettent aussi à des pays de contourner le système financier exprimé en dollars américains en ayant recours à la Banque centrale de devises numériques (BCDN). Douze expériences transfrontalières BCDN sont en cours, telles que le BCDN multiple (mBridge) qui relie la Thaïlande, Hong Kong, la Chine et les Émirats arabes unis par un point d'échange de devises multiples.

Le système est vanté comme étant moins dispendieux, plus efficace, plus sécurisé, et une ligne de transaction plus rapide que les systèmes existants, en plus d'avoir l'avantage que ce ne sont pas les États-Unis qui contrôlent. Cent-cinq pays utilisent activement une forme ou l'autre de BCDN. Certains ont l'intention de lancer des « BCDN au prix de gros » qui rendront possibles les transferts

institutionnels entre banques qui, regroupées, ne seront pas obligées d'utiliser SWIFT.

Le Conseil souligne avec inquiétude : « Avec le temps, ces innovations pourraient éroder la manière dont la dominance mondiale du dollar est utilisée pour rendre les sanctions efficaces. C'est certainement ce que souhaite Pékin : selon le Fonds monétaire international (FMI), la Banque populaire de Chine a 300 membres du personnel qui se consacrent exclusivement au BCDN – un nombre plus élevé que le personnel en entier des banques centrales de la plupart des autres pays.

« La dédollarisation n'est pas une idée nouvelle – mais l'innovation en technologie financière et la militarisation du dollar par le biais des sanctions ont ravivé un vieux débat...Des menaces au dollar pointent à l'horizon : la part du yuan dans les paiements mondiaux a été à la hausse cette année, et en raison de la crise énergétique, les pays pourraient se laisser convaincre d'offrir le rouble ou le yuan comme alternative et augmenter la part de ces devises dans leur bilans financiers. Avec le temps, si les États-Unis ne prennent pas la direction, avec leurs alliés, de leurs propres innovations technologiques, un grand nombre de pays chercheront des alternatives. »

Exaspéré, le Conseil revient à la formule impérialiste d'imposer des normes contrôlées par les États-Unis pour « juguler la fragmentation accrue du paysage des paiements mondiaux ». « Fragmentation » est un code pour toute alternative à l'hégémonie du dollar et des systèmes financiers américains. Imposer ce qu'ils appellent des normes mondiales est la méthode éprouvée pour juguler la fragmentation ou la perte de contrôle américaine.

Le Conseil émet une menace à peine voilée contre ces pays qui cherchent à échapper à l'hégémonie américaine. « Les États-Unis doivent jouer un rôle crucial dans l'établissement de normes mondiales et doivent être plus actifs au sein du Groupe des Vingt (G20) et du FMI à cet égard. Cela permettrait d'atteindre deux objectifs : assurer que l'innovation du paysage des paiements n'engendre pas une plus grande fragmentation et déterminer quels pays sont intéressés à collaborer – et lesquels veulent vraiment suivre une voie différente. ».



---

## **Le président de la Russie parle de changements tectoniques qui se produisent dans l'ordre mondial**

Dans un récent discours, le président de la Russie, Vladimir Poutine, a prédit que le commerce en monnaies nationales allait bientôt dominer le monde. Il a déclaré que le long règne du dollar américain en tant que référence commerciale et devise de réserve mondiale sera bientôt terminé. À sa place, le commerce et les règlements financiers en utilisant la monnaie nationale des pays participant à l'échange prendront de l'ampleur, remplaceront progressivement le dollar et rendront superflue sa détention en tant que devise étrangère.

Vladimir Poutine a déclaré que les États-Unis et leurs alliés ont militarisé et compromis le dollar américain par des sanctions illégales et la saisie des réserves d'autres peuples. Il a déclaré que « maintenant que le dollar est utilisé comme une arme, les États-Unis, et l'Occident en général, ont discrédité l'institution des réserves financières internationales. D'abord, ils l'ont dévalué avec l'inflation dans les zones dollar et euro, puis ils ont pris nos réserves d'or et de devises ».

La saisie des actifs russes a fait réfléchir toutes les nations sur l'opportunité de conserver des réserves en dollars et sur ce que pourrait être un système financier international indépendant et dépolitisé, a-t-il ajouté.

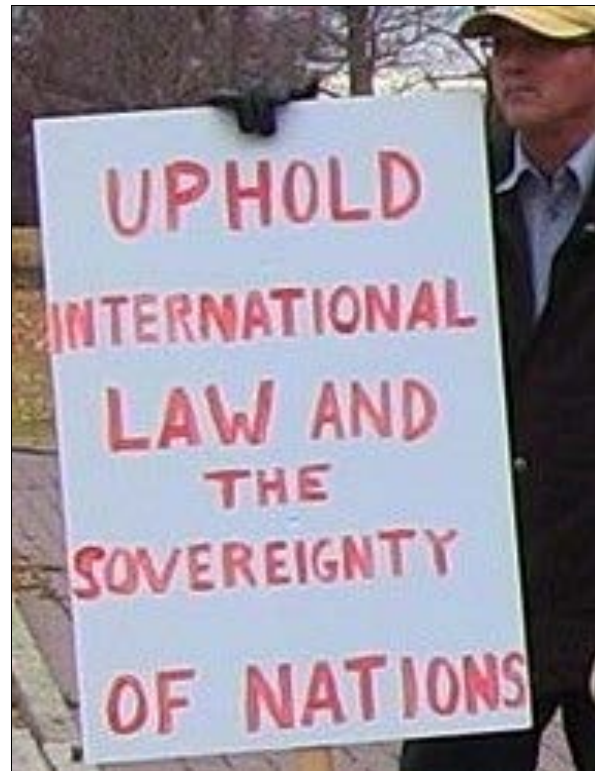
« Le développement souverain doit être assuré pour tous les pays ; le choix de tout pays doit être respecté. Cela est également important, même en ce qui concerne le système financier », a fait

remarquer Vladimir Poutine.

Il a dit que la défense légitime des intérêts nationaux de la Russie contre l'empiétement des États-Unis et de l'OTAN par une opération militaire spéciale en Ukraine « accélérera » les changements dans l'ordre mondial actuel dominé par les États-Unis.

« Nous sommes à un carrefour historique, a déclaré Vladimir Poutine. Nous allons probablement vivre la décennie la plus dangereuse, la plus imprévisible et en même temps la plus importante depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. »

Vladimir Poutine a insisté sur le fait qu'un « embrasement » quelconque « aurait eu lieu quelles que soient les actions de la Russie envers l'Ukraine » en raison d'un déclin inévitable de la puissance des États-Unis par rapport à d'autres pays, mais aussi des tentatives de plus en plus désespérées des États-Unis de maintenir leur hégémonie.



« Bien sûr, il y a des problèmes, surtout des pertes liées à l'opération militaire spéciale, à laquelle je pense tout le temps, et il y a aussi des pertes économiques », a fait remarquer Vladimir Poutine. Toutefois, il a laissé entendre qu'en fin de compte, les pertes seront compensées par les énormes gains découlant de l'affirmation de la « souveraineté de la Russie dans tous les domaines, principalement dans le domaine économique ».

Vladimir Poutine a insisté sur le fait que la Russie s'est montrée plus résiliente que les responsables occidentaux ne l'auraient espéré et que, malgré les difficultés, elle a décidé d'insister sur un « nouvel ordre mondial fondé sur le droit et la justice », une perspective qui nécessite la formation d'un nouveau système financier international imperméable aux sanctions américaines et à l'hégémonie du dollar.

Vladimir Poutine s'est fait demander si un tel avenir est possible. « Bien sûr, c'est possible. Cela demandera beaucoup d'efforts. De nombreux pays devront conjuguer leurs efforts mais il est possible de surmonter les abus tels qu'ils existent actuellement. Une nouvelle infrastructure financière mondiale pourrait être construite pour que tous les pays puissent en bénéficier en toute sécurité, sans l'intervention du dollar américain et du système actuel de monnaies de réserve, qui sont ouverts aux abus des plus puissants. »

Le président de la Russie a dénoncé « le modèle occidental de mondialisation », insistant sur le fait que la structure de l'ordre mondial existant est avantageuse pour une élite aux États-Unis et désavantageuse pour presque tous les autres.

« Une fois que vous avez ouvert votre marché à un certain groupe de produits, le fabricant local fait instantanément faillite et il lui est presque impossible de relever la tête », a affirmé Poutine, disant que c'est de cette façon qu'ils construisent des relations. C'est ainsi que les marchés et les ressources sont accaparés, que les pays sont privés de leur grand potentiel.

Vladimir Poutine a dénoncé la « normalisation » forcée des économies par les États-Unis en déclarant : « C'est ce qui sous-tend le modèle occidental de mondialisation, de nature néocoloniale.

Leur objectif était clair : établir la domination inconditionnelle de l'Occident sur l'économie et la politique mondiales. »

Mais face à cette situation, il a déclaré : « Certains des anciens centres de pouvoir s'estompent. et de nouveaux émergent, principalement en Asie bien sûr. L'Afrique prend également les devants. Oui, l'Afrique est encore un continent très pauvre, mais regardez son potentiel colossal. Il en va de même pour l'Amérique latine. Tous ces pays continueront certainement à se développer et ces changements tectoniques continueront à se produire. »

(Citations et informations provenant de divers médias)



## Troisième premier ministre britannique en deux mois

# La conception de la « stabilité économique et de la confiance » des fonds spéculatifs



Assemblée populaire contre l'austérité, Birmingham, 2 octobre 2022

Le 25 octobre, Rishi Sunak, l'ancien chancelier de l'Échiquier de Grande-Bretagne (2020 à 2022) et secrétaire en chef du Trésor (2019 à 2020), est devenu le troisième premier ministre du Royaume-Uni en deux mois.

*Bloomberg News* a fièrement annoncé : « Les fonds spéculatifs ont leur premier Premier ministre ».

Rishi Sunak serait le député le plus riche de l'histoire, avec une valeur de 730 millions de livres sterling, selon la liste des riches du *Sunday Times*. Lui et sa femme, Akshata Murthy, font partie des 250 personnes les plus riches de toute la Grande-Bretagne. La principale source de leur richesse est la participation de 0,9 % de Murthy dans Infosys, la société informatique de son père milliardaire Narayana Murthy. Cette participation est estimée à environ 690 millions de livres, ce qui a permis au couple de percevoir 11,6 millions de livres de dividendes l'année dernière. Le *Sunday Times* indique que la source de leur richesse est un « fonds technologique et spéculatif », ce qui implique que les 40 millions de livres restants pourraient provenir du temps où Rishi Sunak était partenaire des fonds spéculatifs Children's Investment Fund Management et Theleme Partners, ou de son temps comme directeur de Catamaran Ventures, la société d'investissement appartenant également à

son beau-père, qu'il a dirigée de 2013 à 2015 avant de se lancer en politique.

La valeur nette de Rishi Sunak ferait de lui une personne plus riche que le roi Charles III lui-même, qui, avant son héritage, avait une valeur nette d'environ 440 millions de dollars, selon une estimation fournie par l'institut de recherche Wealth-X. Du point de vue du peuple, cela fait peut-être de lui un associé d'affaires digne du roi, mais guère plus apte à exercer des fonctions publiques que le roi lui-même.

Dans son premier discours comme premier ministre, Rishi Sunak a immédiatement entrepris d'assurer aux marchés financiers qu'il était leur homme. La Grande-Bretagne « est confrontée à une crise économique profonde », a-t-il déclaré. Qui l'eut cru ?

Après avoir rendu un hommage officiel à sa prédécesseur, Liz Truss, il a commis sa première fraude en déclarant qu'il était légitime parce qu'il avait été « élu » chef du Parti conservateur et donc premier ministre. En fait, il a été choisi par quelque 150 députés conservateurs. Cela ne lui confère en rien cas un mandat crédible pour

représenter le peuple britannique. Il a été choisi pour remédier à l'ineptie de Liz Truss, ce qui signifie qu'il doit faire un bon travail pour camoufler l'ordre du jour de payer les riches du gouvernement britannique. Le message qu'il a donné était en fait très semblable à celui de Liz Truss, mais son langage était conçu pour donner confiance. Il a dit qu'il « placerait la stabilité et la confiance économiques au coeur du programme de ce gouvernement », comme si sa « stabilité et sa confiance économiques » allaient plaire à la population, et non au marché boursier.

L'ordre du jour antiouvrier et pro-austérité est le même et, bien sûr, « cela signifie que des décisions difficiles devront être prises », a-t-il déclaré. Mais ce n'est pas quelque chose que la classe ouvrière et le peuple acceptent et qu'ils n'acceptent pas parce qu'ils subissent déjà les conséquences de l'ordre du jour néolibéral antisocial et de son slogan « Tout pour un et rien pour tous ».

La campagne « Assez, c'est assez ! », la campagne pour une Assemblée populaire et les demandes d'arrêter de payer les riches et d'augmenter les investissements dans les programmes sociaux se poursuivent dans toute la Grande-Bretagne, les appels à des élections générales se multiplient également et des centaines de milliers de personnes ont signé une pétition en ce sens. La révolte de la classe ouvrière est telle que l'exigence d'un régime qui défend les droits de tous est l'appel qui imprègne toutes les autres revendications, quel que soit le parti cartellisé qui forme le gouvernement.

La prétention de Rishi Sunak d'apporter « de la compassion aux défis auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui » n'est pas de nature à calmer les travailleurs qui souffrent de la crise du coût de la vie. De même, sa condamnation implicite de Boris Johnson en déclarant : « Ce gouvernement fera preuve d'intégrité, de professionnalisme et de responsabilité à tous les niveaux » a peu de chances de gagner la confiance de l'électorat alors que la crise économique continue de s'aggraver, même si Rishi Sunak déclare : « Je suis pleinement conscient de la difficulté de la situation. » Il y a même eu un écho de l'héroïne de Liz Truss, Margaret Thatcher, lorsque Rishi Sunak a conclu que « nous », par lequel il signifie frauduleusement le peuple et le gouvernement ensemble, « remplirons



demain et chaque jour suivant d'espoir ». Cette déclaration a été faite sans conviction et sans crédibilité, comme si « l'espoir » était le maximum que les gens pouvaient espérer obtenir sous son gouvernement.



Le choix de Rishi Sunak comme premier ministre ainsi que les « portes tournantes » du Cabinet, des grandes entreprises et de la finance confirment que des intérêts privés étroits ont été politisés, ce qui signifie qu'ils ont directement pris le contrôle des fonctions de l'État.

Rishi Sunak a fait ses études au Winchester College, une école privée d'élite où les frais de scolarité s'élèvent actuellement à 46 000 livres par an. De là, il lui a été facile d'aller à Oxford, où il a étudié la politique, la philosophie et l'économie. Avec son parcours à Winchester et Oxford, Rishi Sunak n'a eu qu'à trouver les bons contacts pour entrer chez Goldman Sachs et

gagner ses premiers millions dans la banque d'investissement, puis progresser dans le monde des fonds spéculatifs et de la gestion de patrimoine privé. Le mariage avec la fille d'un milliardaire était un arrangement approprié.

Ses nominations au Cabinet apparaissent comme un remaniement des cartes, pas comme une manifestation du Cabinet comme une « large église » comme les dirigeants aiment le prétendre, par laquelle ils veulent dire qu'il est représentatif de toutes les couches de la société et de toutes les opinions. Les ministres n'inspirent pas la « confiance » dont Rishi Sunak a parlé parce qu'ils sont tous compromis par leurs privilèges, la corruption et la fraude. Jeremy Hunt conserve le poste de chancelier de l'Échiquier pour indiquer que les économies d'austérité doivent se poursuivre pour la masse des travailleurs. La nomination de Suella Braverman comme secrétaire d'État à l'Intérieur a horrifié tous les gens sensés. Elle est aussi raciste qu'il est possible de l'être et prône le transfert des demandeurs d'asile au Rwanda.

Le fait que les mesures annoncées dans le « mini-budget » une semaine puissent être annulées une semaine plus tard montre quels sont les pouvoirs arbitraires dont dispose le gouvernement britannique et qui ils servent. Rishi Sunak cherche à donner aux financiers l'assurance que tout sera désormais calme et que le chaos et l'inéptie des 45 jours de la première ministre Truss ont pris fin. Cependant, il ne faut pas oublier que c'est sa démission du Cabinet qui a finalement précipité la chute de Boris Johnson, un homme corrompu qui continue d'affirmer qu'il est apte à gouverner. Tant que Rishi Sunak et son nouveau cabinet seront entachés de tromperie et de trahison, leur conscience ne peut pas être claire. Rishi Sunak pourrait bien découvrir qu'affirmer qu'il dirige les conservateurs en ce moment est une sorte de cadeau empoisonné.

## La lutte de classe en Grande-Bretagne

Le programme et la politique indépendants de la classe ouvrière placent l'être humain au centre des considérations. C'est exactement le contraire de ce que font les conservateurs en ce moment. L'une de leurs principales considérations est de s'assurer que la Grande-Bretagne ait un gouvernement de guerre efficace afin de rester concurrentielle sur le marché de l'armement et dans sa lutte pour le contrôle des marchés en Asie, en Afrique, en Amérique latine et aux Caraïbes ainsi qu'en Europe. Malgré le fait que la production de guerre est parasitaire et un drain sur l'économie, qu'elle cause de grands dommages à tous les services publics et qu'elle est désastreuse pour l'environnement, le gouvernement de Sunak s'est engagé dans cette voie.

À cet égard, la position de Rishi Sunak consiste à attiser l'hystérie contre la Russie et la Chine. Il a déclaré qu'il considérait la Chine comme « la plus grande menace » pour la Grande-Bretagne. Lorsqu'il s'est présenté à la direction du parti conservateur, Rishi Sunak a présenté une série de plans qu'il entreprendrait s'il était élu premier ministre, pour se défendre contre « l'agression technologique » chinoise.

Il a déclaré : « La Chine et le Parti communiste chinois représentent la plus grande menace pour la sécurité et la prospérité de la Grande-Bretagne et du monde au cours de ce siècle [...]. Je construirai une nouvelle alliance internationale de nations libres pour lutter contre les cybermenaces chinoises et partager les meilleures pratiques en matière de sécurité technologique. »



## Élections au Brésil

# Le peuple rétablit Lula comme président dans une victoire électorale historique



Le 30 octobre, Luiz Inacio Lula da Silva a été élu pour la troisième fois président du Brésil lors du second tour de l'élection présidentielle contre le président actuel Jair Bolsonaro. Lula, fondateur et dirigeant du Parti des travailleurs (PT) a obtenu une majorité de 2,14 millions de votes sur son adversaire du Parti libéral. Lula et son colistier à la vice-présidence, Geraldo Alckmin, un membre du Parti socialiste, entreront en fonction le 1er janvier 2023.

Les résultats ont été serrés, avec une différence d'à peine 1,8 point entre les 50,90 % des voix de Lula et les 49,10 % de Bolsonaro. Plus de 123 millions de Brésiliens, soit 79 % de l'électorat, ont participé au second tour du scrutin.

## Formation d'un front large pour empêcher la réélection de Jair Bolsonaro

La stratégie du PT et de ses proches alliés a été de créer un front large de forces politiques



désireuses de travailler ensemble pour tenter d'empêcher que Jair Bolsonaro puissent obtenir un deuxième mandat. L'ancien capitaine d'armée et son colistier, un général à la retraite, n'ont jamais dissimulé leur nostalgie pour le coup militaire appuyé par les États-Unis en 1964 et la dictature qui a suivi pendant vingt ans. Sous couvert d'un conservatisme religieux et social, Jair Bolsonaro a présenté sa campagne comme étant une lutte entre le « bien » et le « mal » et même une lutte entre le « christianisme » et le « communisme » pour éviter toute discussion sur la destruction que son gouvernement réactionnaire a infligé au Brésil, à ses peuples et à l'environnement naturel.

Pour débiter la construction de ce front large envisagé, le PT, le Parti communiste du Brésil (PCdoB) et le Parti vert se sont unis pour créer formellement la Fédération Brésil de l'espoir. Cette alliance a par la suite évolué en une coalition de dix partis en appui à la candidature de l'équipe Lula-Alckmin au premier tour de l'élection du 2 octobre. Deux autres partis et deux candidats majeurs qui avaient été éliminés au premier tour se sont ralliés à Lula pour le second tour.

Plusieurs syndicats, mouvements sociaux et personnalités connues, y compris d'anciens rivaux politiques, ont aussi déclaré leur appui à la candidature de Lula. Accompagné par ses alliés, alors qu'il livrait son premier discours en tant que président élu, Lula a déclaré le soir de l'élection que ce n'était pas sa victoire, ni celle du PT ni des partis qui l'avaient appuyé pendant la campagne, mais la victoire du « large mouvement démocratique créé au-delà des partis politiques, des intérêts personnels et des idéologies ». Il a dit que le défi à relever était « immense » et que la reconstruction du Brésil devait se faire dans toutes les sphères : « celle de la politique, de l'économie, de la gestion publique, de harmonie institutionnelle, des relations internationales et, par-dessus tout, celle visant à s'occuper des gens le plus dans le besoin. »



## La campagne sale de Jair Bolsonaro et son refus de reconnaître sa défaite

Une figure presque inconnue, Jair Bolsonaro a accédé en 2018 au pouvoir avec un coup d'État contre le PT, qui a commencé avec la destitution illégale de l'ancienne présidente Dilma Rousseff en 2016. Sa prochaine cible était Lula, pour l'empêcher de se présenter et de remporter probablement la présidence du Brésil en 2018. Il a fait l'objet d'une vicieuse campagne de « guerre juridique » orchestrée par un juge « anti-corruption » corrompu formé aux États-Unis, qui a abouti à sa condamnation injuste et à son emprisonnement pour des crimes dont rien ne prouvait qu'il les avait commis, mettant ainsi fin à sa candidature à la présidence quelques semaines seulement avant l'élection.



Dans cette élection, Jair Bolsonaro et ses bailleurs de fonds voulaient à tout prix conserver la présidence par tous les moyens, justes ou répréhensibles. Sa campagne électorale a systématiquement enfreint les lois électorales, submergeant les Brésiliens dans la désinformation, les « fausses nouvelles » et la menace des mauvaises choses qui pourraient arriver si Lula accédait à la présidence. Les preuves abondent également sur la façon dont Bolsonaro n'a pas perdu une occasion d'abuser du pouvoir de sa fonction et du contrôle du trésor public pour acheter des votes pour lui-même et supprimer les votes de ceux qui auraient pu appuyer Lula et le PT. Le harcèlement et l'intimidation des électeurs, ainsi que la violence, faisaient également partie de l'arsenal des bolsonaristes.

Lors des débats télévisés, Bolsonaro a raconté des mensonges et a traité Lula de « criminel » à plusieurs reprises, comme s'il n'avait pas été blanchi de toutes les condamnations injustifiées qui l'ont conduit à passer 580 jours en prison ; et comme si le juge qui l'a disculpé n'avait pas au contraire ordonné une enquête sur la conduite du juge corrompu de la justice dont Bolsonaro a fait son ministre de la justice pour services rendus.

Deux jours se sont écoulés avant que Jair Bolsonaro ne fasse une apparition publique ou ne s'adresse au public. Certains de ses partisans les plus fanatiques, cependant, sont immédiatement passés aux actes, criant à la « fraude » et dressant des barrages illégaux partout au pays pour exiger que l'armée intervienne pour empêcher Lula d'entrer en fonction. Lors d'une conférence de presse qu'il a enfin convoquée le 1er novembre, Jair Bolsonaro a parlé pendant moins de trois minutes, exprimant principalement son appui aux actions de ses partisans en colère, disant que leur « indignation » face aux « injustices du processus électoral » étaient compréhensible et justifiée. Il a demandé, par contre, que leurs manifestations soient pacifiques.

En ce qui concerne ses propres intentions, Jair Bolsonaro n'a donné qu'un message obscur, disant que ceux qui le traitent d'anti-démocratique ont tort, qu'il a toujours agi dans le respect de la constitution et qu'il continuerait de « respecter tous les commandements » de la constitution. Depuis, il n'a jamais reconnu sa défaite. Après l'intervention de Bolsonaro, qui a quitté sans accepter de questions, ce fut au tour du chef d'état-major de parler et il a dit que le processus de transition aurait lieu avec les représentants du prochain gouvernement. Son vice-président, le général d'armée à la retraite, Hamilton Mourao, a tenu des propos semblables peu après cette conférence de presse, disant qu'il « ne servait plus à rien de pleurnicher » et qu'il y aurait une transition pacifique. Tout laisse croire que l'armée et les intérêts du gouvernement des États-Unis qui avaient été déterminants dans l'arrivée au pouvoir illégitime de Jair Bolsonaro en 2018, en particulier l'administration actuelle de Biden, n'étaient pas disposés à appuyer une tentative de coup d'état à la Trump pour tenter de le maintenir en place.

La plupart des barrages routiers érigés par les partisans de Bolsonaro ont été levés dans les jours qui ont suivi après que tribunal électoral ait ordonné à la police de les démanteler et d'imposer de lourdes amendes à tous ceux qui refusaient de coopérer. Jair Bolsonaro a aussi rappelé, sur un ton moralisateur, à ses partisans de ne pas obstruer la liberté de mouvement du peuple puisque c'était « contraire à la constitution ». Il ne s'est pas opposé, par contre, à ce que ses partisans participent à de grandes manifestations devant les installations militaires où ils ont appelé à grands cris l'armée à faire un coup d'État. Certains de ces participants ont été filmés en train de faire des saluts nazis en entonnant l'hymne national brésilien.

Les dirigeants des forces armées, pour leur part, n'ont pas contredit les appels à la sédition devant les casernes militaires. Au contraire, dans une lettre ouverte publiée le 11 novembre, les commandants des armées terrestres, marines et de l'air ont fait la morale aux branches judiciaires et législatives du gouvernement, leur rappelant leur responsabilité de défendre les droits et libertés du peuple enchâssés dans la constitution de pouvoir manifester « de manière pacifique ».

Le 23 novembre, le dirigeant du Tribunal supérieur électoral du Brésil a rejeté, la veille, la demande

de Jair Bolsonaro et du Parti libéral cherchant à annuler tous les votes inscrits dans les machines électorales électroniques, ce qui aurait renversé les résultats des élections du 30 octobre. Le tribunal a refusé, et le juge en chef a souligné que « la mauvaise foi indubitable du plaignant et de sa demande à la fois bizarre et illicite...a été prouvée », se référant entre autres « à l'absence totale d'une seule preuve d'irrégularité et à l'étalage de faits complètement faux ».

Il a aussi ordonné la suspension de fonds du gouvernement destinés à la coalition du Parti libéral jusqu'à ce qu'elle s'acquitte d'une amende de 24 millions de réals (4,3 millions de dollars américains) pour avoir été de mauvaise foi.

## **Les défis auquel sont confrontés le nouveau gouvernement et le peuple**

Parmi les défis auxquels font face le nouveau président et son gouvernement sera celui de gouverner sans majorité dans les deux chambres du Congrès national et gérer la structure complexe d'un gouvernement de front large/coalition. Eux et le peuple brésilien organisé devront rester vigilants et prêts à répondre à tout ce que les forces de la régression pourraient décider d'entreprendre, même si le fait de carrément rejeter le résultat des élections n'est pas à l'ordre du jour pour l'instant.

Aussi faut-il s'attendre à des pressions de toutes sortes exercées par les États-Unis qui chercheront à maintenir leur domination mondiale en entraînant autant de pays que possible dans leurs guerres économiques et militaires contre les anciens et nouveaux et incitant ceux qu'ils appellent leurs « partenaires » à s'ingérer dans les affaires d'autres pays qui ne leur ont jamais fait de mal. Cela prend toute son importance en ce moment à la lumière des efforts des États-Unis et du Canada pour se trouver des pays « partenaires » pour diriger et/ou fournir des troupes pour former la nouvelle force d'intervention qu'ils veulent imposer en Haïti, pour soi-disant combattre là-bas les gangs armés, un rôle que le Brésil a déjà joué de 2005 à 2017 en commandant la mission militaire et policière de l'ONU, la MINUSTAH que les Haïtiens ont condamnée comme une force d'occupation étrangère brutale et illégitime. Le peuple brésilien s'attend à ce que les relations internationales du nouveau gouvernement répondent aux besoins de l'Amérique latine et des Caraïbes d'être une zone de paix et d'adhérer rigoureusement aux principes de non-intervention et de respect pour la souveraineté et le droit à l'autodétermination des nations et des peuples.

Les transformations dont le pays et la société brésilienne ont besoin est une tâche que Lula a dressé dans son discours le soir de sélections. Lula a reconnu que les Brésiliens veulent faire plus que de simplement élire ceux qui les gouvernent, mais qu'ils veulent participer activement au processus décisionnel.

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) félicite Lula et la Fédération Brésil de l'espoir et les autres partis politiques et mouvements sociaux qui ont travaillé ensemble pour assurer la défaite de Jair Bolsonaro et l'élection de Lula. Félicitations également au peuple brésilien qui, malgré les nombreux obstacles auxquels il a été confronté, a remporté la victoire historique du 30 octobre. Le PCC(M-L) ainsi que la classe ouvrière et le peuple canadiens sont des forces sur lesquelles on peut compter pour être solidaire avec le peuple et le nouveau gouvernement alors qu'ils relèvent les défis de rebâtir le Brésil, de défendre sa souveraineté et de mener les batailles nécessaires pour la démocratie et le progrès.

*(Avec des informations de Brasilwire, CNN, Associated Press, Folha de Sao Paulo, Wikipédia)*



## Le XXe Congrès national du Parti communiste chinois

### Un congrès réussi à Beijing



Le XXe Congrès national du Parti communiste chinois (PCC) s'est ouvert au Palais de l'Assemblée du peuple à Beijing le 16 octobre et a pris fin le 22 octobre. Lors de la réunion préparatoire qui a eu lieu la veille de l'ouverture, une liste de 22 membres du comité des lettres de créance des délégués a été approuvée, ainsi qu'une liste de 243 membres du présidium du congrès. La réunion a approuvé Wang Huning, membre permanent du bureau politique du Comité central du PCC et membre du secrétariat du Comité central du PCC comme secrétaire-général du congrès.

La réunion a aussi approuvé l'ordre du jour du congrès : la présentation et l'étude d'un rapport du 19e Comité central du PCC, un rapport de la Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC, un amendement à la constitution du Parti, et l'élection du 20e Comité central et de la 20e Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC.

Après la réunion préparatoire, la commission de vérification des pouvoirs des délégués s'est réunie, et le présidium du congrès a tenu sa première réunion au cours de laquelle le calendrier du congrès a été fixé.

Les qualifications des 2 296 délégués au congrès ont été confirmées comme étant valides. Les délégués représentaient plus de 96 millions de membres du PCC et plus de 4,9 millions d'organisations de base du Parti.

### Une pleine préparation

Les médias en Chine ont fourni des rapports détaillés sur les préparatifs du congrès. Ils informent que le rapport préliminaire du 19e Comité central du PCC au XXe congrès national du PCC a été rédigé par un groupe de travail dirigé par le secrétaire général Xi Ping conjointement avec d'autres dirigeants du Comité central du PCC et les dirigeants des départements connexes et de hauts fonctionnaires locaux, ainsi que d'experts et d'universitaires, pour mener à bien le travail sous la direction directe du Bureau politique, et du Comité permanent du Bureau politique du Comité central du PCC.

Le Comité central du PCC a aussi mené des enquêtes et des recherches approfondies pour la publication du rapport préliminaire, proposant 26 sujets sur les tâches prioritaires, qui ont fait l'objet de recherches par 54 instituts sous le Comité central du PCC et le gouvernement, et 80 rapports de recherche ont été produits. Les départements concernés sous la direction du Comité central du PCC ont aussi sollicité les opinions en ligne et ont reçu plus de 8,54 millions de commentaires. Ces commentaires ont constitué une base solide pour la publication du rapport préliminaire, a déclaré Sun Yeli, porte-parole du XXe Congrès national.

Les opinions de plus de 4 700 personnes ont par la suite été recueillies sur le rapport préliminaire.

Les statuts du PCC ont été amendés en fonction des besoins d'innovation théorique et de l'évolution des pratiques, a souligné le porte-parole du PCC.

Le porte-parole a expliqué que les statuts actuels du PCC ont été adoptés au XIIe congrès national du Parti en 1982, et à chaque congrès par la suite des amendements ont été apportés au document. Il a dit que les différentes régions et départements plus tôt cette année ont unanimement accepté d'apporter les amendements appropriés aux statuts du PCC. Des membres du Parti, dont certains membres de longue date du Parti, ont aussi écrit aux départements concernés du PCC pour offrir leurs suggestions, a-t-il dit.

L'amendement aux statuts du PCC a incorporé les principales opinions théoriques et pensées stratégiques mises de l'avant dans le rapport du 19e Comité central du PCC au XXe congrès national du PCC. Le porte-parole a dit que l'amendement contient « les récentes réalisations dans l'adaptation du marxisme au contexte chinois et aux besoins de l'époque. » Il enchâsse aussi « les nouvelles idées, pensées et stratégies sur la gouvernance nationale que le Comité central du PCC a mis de l'avant depuis le XIXe Congrès national du PCC, et reflète à la fois les plus récentes expériences dans le développement et le travail du PCC. » Selon le porte-parole, l'amendement répond à « de nouvelles exigences pour perfectionner le développement et le travail du parti face aux nouvelles circonstances et aux nouvelles tâches », a dit le porte-parole.

Le 20e Comité central du PCC a convoqué sa première session plénière après que fut terminé le XXe Congrès national du PCC. Les membres du nouveau comité permanent du bureau politique du 20e Comité central du PCC ont rencontré les journalistes chinois et étrangers après la conclusion de la première session plénière du 20e Comité central du PCC.



(Agence Xinhua News, The Global Times)



---

## Les qualifications des délégués au congrès

Le 15 octobre, alors que des préparatifs finaux étaient en cours pour la tenue du XXe Congrès national du Parti communiste chinois (PCC), la validité des qualifications des 2 296 délégués a été confirmée, a informé Sun Yeli, le porte-parole du Congrès. Les délégués présents au Congrès représentent plus de 96 millions de membres du PCC et plus de 4,9 millions des organisations de base du Parti, a informé le porte-parole Sun Yeli lors d'une conférence de presse. Il a déclaré que l'éventail des délégués est largement représentatif.

Les délégués viennent de divers secteurs, de divers niveaux administratifs et de diverses institutions, notamment des départements du Parti et du gouvernement, des entreprises, des institutions publiques et des organisations populaires.

Plus d'un tiers des 2 296 délégués sont des membres du parti qui travaillent en premières lignes. Parmi eux, les travailleurs ou travailleurs migrants comptent pour 8,4 % de tous les délégués, les agriculteurs 3,7 % et les professionnels et techniciens 11,6 %.

La proportion de femmes déléguées est passée à 27%, a indiqué Sun Yeli, ajoutant que les délégués issus de minorités ethniques représentaient 11,5% du total.

Sun Yeli a souligné que 59,7 % des délégués sont âgés de moins de 55 ans et que 95,4 % d'entre eux avaient une formation collégiale pré-universitaire ou plus. Plus de la moitié des délégués sont titulaires d'une maîtrise.

Sun Yeli a dit que 96,9 % des délégués se sont joints au PCC après la réforme et à l'ouverture qui a commencé en 1978.

Toutes les organisations de base du Parti et 99,5 % des 96 millions de membres du Parti ont participé aux processus d'élection des délégués. Le Comité central du PCC a aussi invité directement 83 délégués spéciaux qui jouissent des mêmes droits que les délégués élus.



---

## Signification du XXe Congrès

Le quotidien *Global Times* du 26 octobre a publié un article soulignant les différents aspects de la signification du XXe Congrès du PCC.

Il s'agit du « premier congrès national organisé depuis le 100e anniversaire du PCC, et son importance pour le parti et pour le pays est évidente. Dans la grande perspective de l'histoire et du monde, le XXe Congrès national du PCC offre au monde extérieur une fenêtre lui permettant de connaître en profondeur la Chine de la nouvelle ère. Comme l'a souligné le secrétaire général du Comité central du PCC, Xi Jinping, pour comprendre la Chine d'aujourd'hui, il est important de comprendre le PCC.

« Si l'on considère les grands changements de la nouvelle ère au cours des dix dernières années, on peut dire qu'elles ont été très inusitées et extraordinaires. Pour la première fois de l'histoire, la Chine a éliminé l'extrême pauvreté. La lutte contre la corruption a été une victoire décisive et a été consolidée de façon systématique. Les gens ordinaires ressentent vraiment que règnent l'équité et la

justice. En même temps, le PNB de la Chine a dépassé les 100 billions de yuans. Notre développement économique est maintenant beaucoup plus équilibré, coordonné et durable. »

Au sujet des défis qui se présentent, *Global Times* souligne : « Cette décennie a été celle où le monde a connu des changements radicaux et profonds. L'augmentation des risques et des incertitudes est sans précédent. Au cours de ces années, plusieurs pays ont échoué dans leurs objectifs de développement. Leurs économies ont stagné ou même régressé, leurs sociétés ont été déchirées par la tourmente ou même la guerre, et l'instabilité politique est devenue un cercle vicieux dont certains pays ont eu du mal à sortir. Secoués par diverses crises, les pays développés en Europe et aux États-Unis ont fait des faux pas, faisant face à des difficultés sans précédent sans précédent. Dans un tel contexte international complexe et turbulent, les pays qui peuvent soutenir un développement économique rapide et une stabilité sociale à long-terme sont rares, voire uniques.

« Comme nous le savons tous, les États-Unis ont intensifié leur suppression et leur endiguement de la Chine ces dernières années, et ont recouru à des mesures extrêmes pour y arriver. Cela, cependant, est la preuve que nous avons fait ce que nous devions faire. Pourquoi les États-Unis considèrent-ils la Chine comme un concurrent stratégique de premier plan ? C'est parce que Washington ne veut pas accepter le développement et la croissance de la Chine. Face aux contextes internationaux et nationaux graves et complexes et aux énormes risques et défis qui s'ensuivent, la raison pour laquelle nous pouvons fermement saisir l'initiative du développement et de la sécurité de notre pays est le leadership incomparablement fort du PCC, qui a montré qu'il est l'épine dorsale la plus fiable lorsque les difficultés et les tempêtes éclatent. Sinon, comment la Chine pourrait-elle autrement résister à l'épreuve des dangers et des défis dans les sphères politique, économique, idéologique et naturelle ? »

Le *Global Times* poursuit : « 'La stabilité' représente la caractéristique et l'avantage les plus saillants de la politique et du développement de la Chine, et c'est aussi l'expression fondamentale de sa maturité politique. La stabilité engendre le développement à long-terme, et c'est surtout vrai pour les grands pays. La clé du développement stable à long terme est le fort leadership du PCC. Ce n'est pas un secret, et cela devrait être un des sujets de recherche le plus important en science politique contemporaine. Le PCC ne peut pas simplement être expliqué et compris à la lumière de la notion de 'parti' telle que véhiculée par la science politique occidentale. Le PCC compte plus de 96 millions de membres. Ce chiffre représente plus que la population de la plupart des pays du monde. Plus de 4,9 millions d'organisations du parti à la base existent dans toutes les sphères de la société. Le PCC est profondément enraciné dans la Chine et le peuple chinois, et possède ainsi une force d'entraînement dans sa poursuite de l'excellence.

« Le PCC vient du peuple, est pour le peuple et s'appuie sur le peuple. Toutes les mesures qu'il s'efforce de prendre sont consacrées à oeuvrer pour le bien-être du peuple chinois et au renouvellement de la nation chinoise. Cette mission originelle se manifeste par des mesures et des politiques spécifiques, ainsi que dans la pratique de chaque membre du Parti, et a fait ses preuves grâce aux bonnes pratiques du PCC. Les liens entre le PCC et le peuple chinois sont comme des liens viscéraux – ils sont indissociables. Cela est fondamentalement différent des partis politiques relativement flous des pays occidentaux, qui ressemblent davantage à des groupes d'intérêt créés en fonction d'élections. Aussi est-il important que le monde comprenne cela, car c'est ce qui explique que, bien que la Chine soit plus forte qu'elle l'a déjà été, elle a toujours conservé les manières d'un pays doux et modéré.

« Dans le contexte international qui évolue rapidement, la signification du PCC en tant que colonne vertébrale du peuple chinois est encore plus importante. Depuis la création du PCC, la nation chinoise n'a pas eu à errer dans la jungle périlleuse de la civilisation moderne. Durant les dix années de l'ère nouvelle, le PCC a atteint un autre niveau grâce à sa compréhension plus profonde, sa stratégie d'une plus grande maturité et la richesse de sa pratique dans l'édification d'un pays socialiste moderne. »

Au sujet de ces nouvelles idées, nouvelles stratégies et nouvelles mesures adoptées au XXe Congrès national du PCC, *Global Times* dit qu'elles vont « profondément influencer l'avenir de la Chine et du monde ». Le congrès « fera en sorte que le peuple chinois sera enrichi et que les pas franchis par la Chine seront plus stables », affirme *Global Times*.

« Lorsque le monde est prospère, la Chine sera prospère. Lorsque la Chine est prospère, le monde sera prospère. La maturité politique de la Chine et du PCC est ce qui assure un développement constant en Chine, et sert de force stabilisante dans un monde chaotique. Le développement constant et rapide de la Chine au cours de dernières années a grandement amélioré le bien-être de son peuple, en même temps qu'il a injecté une nouvelle énergie dans le monde. Suite au XXe Congrès national du PCC, la Chine sera plus stable, sûre d'elle et prévisible, et elle bénéficiera à tout le peuple chinois et au reste du monde en raison de son développement constant. C'est d'une grande signification pour la Chine et le monde », conclut *Global Times*.



---

## La politique d'« un pays, deux systèmes »

« Le principe d'« un pays, deux systèmes » est une innovation magistrale du socialisme à la chinoise et constitue la meilleure disposition institutionnelle pour assurer la prospérité et la stabilité à long terme de Hong Kong et de Macao depuis leur rétrocession », a dit le président de la Chine Xi Jinping dans un rapport à la session d'ouverture du XXe Congrès national du Parti communiste chinois (PCC).

« Il est donc impératif de maintenir durablement ce principe », a-t-il dit. « Nous devons appliquer résolument, intégralement et correctement les principes dits 'un pays, deux systèmes', 'administration de Hong Kong par les Hongkongais', 'administration de Macao par les Macanais', ainsi que le principe consistant à leur accorder un haut degré d'autonomie ; continuer d'administrer Hong Kong et Macao dans le respect de la légalité », a affirmé Xi Ping.

« Nous devons [...] continuer d'exercer le pouvoir de gouvernance globale de l'autorité centrale à l'égard des RAS [régions administratives spéciales], de faire appliquer les principes dits 'administration de Hong Kong par les patriotes' et 'administration de Macao par les patriotes' », a-t-il dit.

« Nous continuerons à soutenir les efforts de Hong Kong et de Macao pour développer leur économie, améliorer leur bien-être social et régler les contradictions et problèmes profonds qui sont inhérents à leur développement économique et social », a souligné Xi Ping.

« Il nous incombe [...] de soutenir une meilleure intégration de Hong Kong et de Macao aux plans nationaux de développement et de les encourager à jouer un plus grand rôle dans la réalisation du grand renouveau de la nation chinoise. », a-t-il dit.

« Il faut coordonner le renforcement du pouvoir de gouvernance globale de l'autorité centrale et la garantie du haut degré d'autonomie des RAS », souligne-t-on dans le rapport.

Les autorités centrales soutiendront un gouvernement dirigé par des cadres exécutifs à Hong Kong et à Macao et appuieront les cadres exécutifs et les gouvernements des deux régions dans l'exercice d'une administration fondée sur les lois, consolidant leur gouvernance globale et leur capacité de gestion, et améliorant leurs systèmes législatifs et judiciaires, dit-on dans le rapport.

« Nous veillerons également à développer des forces attachées à Hong Kong, à Macao et à la patrie, et à renforcer l'esprit patriotique parmi nos concitoyens de ces deux régions, afin de former un front



uni plus large réunissant les soutiens en Chine et à l'étranger du principe d' 'un pays, deux systèmes' », selon le rapport.

« Nous continuerons de réprimer résolument les forces qui cherchent à déstabiliser Hong Kong et Macao pour déstabiliser la Chine, ainsi que de prévenir et de contrecarrer l'immixtion des forces étrangères dans les affaires de ces deux régions », souligne-t-on dans le rapport.

Au sujet de Taïwan, Xi Jinping a dit que le Parti communiste chinois mettra en oeuvre sa politique globale dans la résolution de la question de Taïwan dans l'ère nouvelle, et qu'il procèdera indéfectiblement à faire avancer la cause de la réunification nationale.

« Résoudre la question de Taiwan et réaliser la réunification complète de la patrie constituent une tâche historique immuable du Parti.. Cette entreprise correspond à l'aspiration commune de tous les Chinois, a dit Xi Ping. Nous continuerons à manifester la plus grande sincérité et à faire tout notre possible en vue de réaliser la réunification pacifique. Cependant, nous ne pouvons garantir que nous n'aurons jamais recours à la force et nous gardons toutes les options ouvertes. Nous ne ciblons en aucun cas nos compatriotes de Taiwan, mais les ingérences des forces extérieures et les activités sécessionnistes d'une infime minorité d'éléments visant à l'indépendance de Taiwan ».

Xi Ping a dit que le courant de l'histoire progresse sans arrêt vers la réunification et au renouvellement par la Chine de la nation chinoise. « La réunification complète de la patrie devra être réalisée, et se réalisera certainement. »

Xi Ping a déclaré que « nous continuerons, en éprouvant toujours du respect pour nos compatriotes de Taiwan, en leur témoignant notre sollicitude et en oeuvrant à leur bonheur, de promouvoir les échanges et la coopération économiques et culturels entre les deux rives du Déroit » et que « nous encouragerons d'inviter la population des deux rives du Déroit à faire rayonner ensemble la culture chinoise. Tout cela nous permettra de former ensemble une communauté de coeur ».

*(Sources : texte intégral du Rapport au XXe Congrès national du PCC, ministère des Affaires étrangères de la République populaire de Chine)*

